

**"Pour un système de santé unique, solidaire, de qualité et non marchand, favorisons la participation populaire"**

*Traduit de l'espagnol par Deepl*

Déclaration publique finale des XVIe Congrès latino-américain de médecine sociale et de santé collective et XXe Congrès international des politiques de santé, signée par les participants en personne et en ligne le 19 novembre 2021:

Les participants au XVIe Congrès latino-américain de médecine sociale et de santé collective et au XXe Congrès international des politiques de santé, se sont réunis en personne à l'Université autonome de Saint-Domingue, en République dominicaine, et à distance depuis différents pays, entre le 15 et le 19 novembre 2021, nous présentons aux peuples du monde les principales considérations et propositions, résultat des événements pré-congrès et des cinq axes thématiques discutés dans le programme du congrès, avec l'intention de contribuer à la transformation d'un état de fait dans le domaine de la santé qui est éthiquement et politiquement inacceptable pour nous.

La pandémie de la nouvelle maladie à coronavirus (Covid-19) a mis la santé et la vie à l'ordre du jour mondial en tant que principale préoccupation de l'ensemble de l'humanité. Dans le même temps, la pandémie a rendu visible la matrice des inégalités accumulées dans la région de l'Amérique latine, dans l'ensemble du Sud mondial et dans les pays du Nord mondial. Ces inégalités sont entretenues par des relations de pouvoir et de domination produites et reproduites par le capitalisme colonialiste, raciste, patriarcal et prédateur dans lequel nous vivons, et qui s'est tellement naturalisé qu'il semble n'y avoir aucune autre option.

La réponse institutionnelle des systèmes de santé et de protection sociale a été dépassée dans la plupart des pays. Mais ce n'est pas un résultat naturel. Il s'agit d'une conséquence du programme de réforme néolibéral et néoclassique qui a guidé le démantèlement des systèmes publics de protection sociale et, en particulier, des services publics de soins de santé, par le biais de différentes voies de privatisation et de marchandisation. Ce programme a favorisé l'accumulation de capital dans le complexe industriel médical, fer de lance du capitalisme cognitif d'aujourd'hui, dominé par les technologies des quatrième et cinquième révolutions industrielles, et soutenu par les droits de propriété intellectuelle qui nous ont expropriés des biens communs de la connaissance. Ces droits, appelés brevets, sont à la base de l'inégalité mondiale injuste en matière d'accès aux vaccins Covid-19 que nous connaissons actuellement. Cette dynamique perverse explique la précarisation des agents de santé et leur manque systématique de protection, alors qu'ils sont qualifiés par euphémisme de "héros" face à la pandémie mortelle.

Ce régime d'accumulation a transformé le monde du travail et fait croire aux travailleurs que nous, les travailleurs, sommes des entreprises unipersonnelles. Nous sommes censés pouvoir vivre mieux si nous utilisons correctement notre effort personnel, alors que nous sommes exploités et obligés de produire en consommant, à partir de plateformes d'information et de communication protégées par de plus en plus de brevets.

Ces mécanismes de privatisation signifient que les ressources publiques disponibles pour la protection sociale dans les États-nations sont transférées, sans bénéfice d'inventaire, à un secteur privé de plus en plus vorace, concentré et oligopolistique, représenté par d'énormes consortiums transnationaux et nationaux qui profitent de la souffrance des personnes et des communautés. Ce sont ces consortiums financiarisés, dont l'industrie pharmaceutique, parrainés par des agences internationales et de nombreux États-nations, qui sont les principaux bénéficiaires de

la pandémie de Covid-19, au prix de l'aggravation des inégalités, de la douleur et des décès évitables.

Les exigences de la pandémie ont conduit à différentes expériences de récupération et de renforcement de la gouvernance territoriale en matière de santé et à repenser la réponse publique des services de santé, sur la base de la vision collective et de l'interdépendance humaine qui sont devenues évidentes dans l'urgence sanitaire. Ces initiatives peuvent guider les processus de transformation profonde des systèmes de santé, sur la base d'une approche fondée sur les droits qui va au-delà de la marchandisation. Mais ce n'est pas suffisant.

Dans tous nos pays, nous avons été témoins de multiples formes d'organisation et de mobilisation sociales et communautaires pour surmonter les défis de la pandémie et l'absence d'une réponse institutionnelle adéquate. Ces mouvements sociaux, en particulier les jeunes, les femmes, les peuples indigènes et les Afro-descendants, exigent la construction d'un autre monde et d'un autre mode de vie, et non une simple inclusion dans les marchés. Et tous continuent à être punis, réprimés et soumis aux excès de l'État. À partir de ce malaise accumulé, il est nécessaire de construire des alternatives, dans des processus d'unité et d'articulation des peuples de notre région, dans le Sud global et dans les espaces exclus du Nord global.

Le capitalisme colonialiste, raciste, patriarcal et prédateur rend malade et détruit la vie planétaire, car il a marchandisé la vie, l'exploitant et la détruisant. Si c'est le cas, l'option est la lutte pour la vie à partir d'une relation harmonieuse société-nature. Le travail est l'organisateur de la vie sociale. Si c'est devenu une sorte de chacun pour soi, l'option est d'orienter le travail vers le soin de la vie planétaire et humaine.

S'il y a une crise civilisationnelle de ce capitalisme prédateur, il n'est pas possible avec la même rationalité de le rendre durable. Il s'agit d'une crise de la rationalité scientifico-technique qui a atteint sa limite en tant que prétendue vérité universelle. Surmonter la crise de cette rationalité implique de reconnaître d'autres rationalités, d'autres sensibilités, d'autres savoirs et d'autres pratiques.

Pour tout cela, nous nous tournons vers la proposition ancestrale de Buen Vivir des peuples d'Abya Yala, mais aussi de nombreux peuples du monde exclus par la colonisation européenne et la colonialité systématique et persistante du capitalisme contemporain. Buen Vivir n'est pas simplement un concept. C'est une vision du monde, issue d'une autre rationalité. C'est une alternative au développement prédateur, colonial, patriarcal et raciste. Il ne s'agit pas d'une adaptation culturelle superficielle des biens et services issus de la pensée scientifique-technique et biomédicale dominante.

De même, relever le défi de la dépatricialisation n'est pas une adaptation des politiques et des services aux demandes des femmes. Le patriarcat est une totalité qui opprime simultanément, de manière intersectionnelle, la vie quotidienne des gens ainsi que la vie planétaire. C'est pourquoi la diversité culturelle et de genre, ainsi que l'intégralité de la santé physique et mentale collective, nécessitent une transformation structurelle du mode de vie des personnes et de la société dans son ensemble.